La crise énergétique en Europe

mercredi 16 septembre 2026, par Carlos X. BLANCO

La crise énergétique en Europe

https://sovereignty.com.br/author/c...

Carlos X. Blanco

https://sovereignty.com.br/author/c...

L'Europe occidentale souffre d'un déficit en énergies fossiles. Contrairement aux géants que sont la Chine (qui est en passe de devenir un « État électrique »), les États-Unis ou la Russie, qui disposent d'importantes ressources énergétiques propres, les États européens sont également devenus dépendants à cet égard.

La subordination politique et militaire des pays européens après l'occupation de 1945 est devenue chronique. Dans une civilisation technologique, celui qui possède et contrôle l'énergie détient en grande partie le pouvoir. Les crises pétrolières précédentes (comme celle des années 1970) ont démontré que les Européens doivent être prêts à abandonner la voiture et à se tourner vers le vélo à tout moment. De même, le maintien des niveaux de consommation très élevés des Européens, le coût élevé de l'énergie et le développement insuffisant des énergies renouvelables mèneront cette partie du monde à sa ruine économique.

La soi-disant « crise d'Hormuz », c'est-à-dire l'attaque injustifiable des États-Unis contre la République islamique d'Iran, est une preuve supplémentaire de l'incompatibilité des intérêts et des objectifs des États-Unis, d'une part, et de l'Europe, d'autre part.

D'après la presse, les agressions américaines ont provoqué un tel blocage des voies d'approvisionnement que les Européens ont déjà subi et devront encore supporter une forte hausse des coûts d'importation de pétrole brut. Selon Euronews, quatre pays européens (les Pays-Bas, l'Italie, la France et l'Espagne) devront débourser 41 milliards d'euros supplémentaires en raison du blocage du détroit d'Ormuz. Sur ces 41 milliards, 8 milliards sont imputables au Royaume d'Espagne.

Les États européens, en manque d'énergie et de nombreuses ressources essentielles à l'industrie technologique moderne, ont mérité leur dépendance, leur soumission et leur absence d'autonomie stratégique. En vain, la presse atlantiste, qui continue de manipuler l'opinion publique en Europe, accusera les « radicaux » iraniens du blocus du détroit d'Ormuz et de l'instabilité au Moyen-Orient. Or, les attaques illégales et sauvages initiées par Trump, notamment l'assassinat ciblé de négociateurs et de dirigeants politiques, sont la véritable cause de cette crise qui ruinera l'Europe.

Géopolitiquement, l'Amérique est une grande île, relativement isolée des perturbations du reste de la planète, une grande île dotée de ses propres ressources minérales et énergétiques dans laquelle le Nord yankee peut se réfugier ou se replier en cas d'accumulation de défaites, exploitant le sud de son propre continent (la « patrie arriérée de la doctrine Monroe ») ou s'emparant du Groenland, etc.

Cependant, les Européens ont constaté, sous leurs yeux, comment les Américains déclenchent des

conflits qui contreviennent à leurs intérêts objectifs et les enfoncent davantage dans la dépendance quasi coloniale qui remonte à 1945. Ignorer cette asymétrie est fatal. Il existe des attaques et des actions que les Américains (pour le moment) peuvent se permettre, mais que les Européens ne peuvent pas.

L'explosion de Nord Stream (26/09/2022), acceptée et même dissimulée par l'Allemagne, première victime en Europe occidentale, suivie par les autres pays européens directement concernés par ce gazoduc, constitue un nouvel exemple flagrant : les intérêts des États-Unis et ceux de l'Europe ne coïncident pas. Au contraire, ils sont contradictoires : ce qui profite à l'un nuit nécessairement à l'autre, et inversement.

Le gaz russe, proche et bon marché pour une grande partie de l'Europe, est désormais interdit par la pression américaine. L'Europe achète du gaz coûteux aux États-Unis et s'interdit, par pure vassalité envers ces derniers, de négocier avec la Russie. L'enlisement du conflit ukrainien, qui prend la forme concrète d'une véritable guerre de l'OTAN contre la Russie, peut être perçu comme un nouvel épisode de la colonisation yankee de l'Europe.

Les dirigeants et les principaux partis qui gouvernent les États européens sont manipulés, voire choisis, par les États-Unis. La mise en scène de certaines frictions ou désaccords entre Trump et ses alliés ne saurait masquer la réalité. Pour atteindre leurs objectifs géopolitiques, les Américains sont prêts à ruiner l'Europe entière.

Le cas espagnol est assez représentatif et similaire au cas allemand. Madrid s'est approvisionnée en gaz bon marché et proche d'Algérie (plus de 30 % de ses besoins), au lieu de la Russie.

La politique de soumission à l'égard de l'Axe atlantique, menée par le gouvernement de Pedro Sánchez et le PSOE, a provoqué une impasse dans les relations avec l'Algérie durant l'exercice financier 2022-2023, un blocage qui est en train d'être levé.

Plus de 600 millions d'euros de pertes dues à la soumission abjecte de Madrid à Rabat, et ce pour s'être alignée sur l'axe atlantiste-sioniste dont Rabat fait partie. L'Espagne est sans doute le seul cas au monde où un État européen, censé appartenir au « monde libre » et au « monde avancé », est colonisé par une dictature nord-africaine où règnent l'arriération et l'ignorance.

Et cela ne peut s'expliquer que par la vassalité atlantiste. Cependant, un examen rapide des chiffres relatifs aux investissements des hommes d'affaires espagnols au Maroc et des hommes d'affaires marocains en Espagne donne une tout autre impression.

Lors de cette crise désastreuse de 2022, où l'Espagne a de facto renoncé au Sahara, territoire à décoloniser mais qui reste de jure sous souveraineté espagnole, le gouvernement de Madrid a affiché un visage analogue à celui du gouvernement allemand lorsque le Nord Stream a explosé sous son nez : la ruine nationale et la trahison des intérêts souverains doivent être acceptées avec impassibilité ou résignation en raison d'une vassalité envers l'atlantisme (c'est-à-dire envers les États-Unis).

Le gouvernement espagnol – à moins d'un changement populiste radical – se soumettra toujours avant le gouvernement marocain et risquera de perdre le gaz algérien, voire tout autre avantage, en échange de son appartenance à l'Axe yankee-sioniste-atlantique, dont Rabat est un acteur clé (contrairement à l'Espagne). À l'instar des Allemands, qui ont alimenté le réarmement et la russophobie en sabotant le Nord Stream sous leur nez, bafouant ainsi les intérêts souverains du peuple allemand et de la moitié de l'Europe.

Se faire des amis américains coûte cher.

https://sovereignty.com.br/economics-sovereignty/around-the-energy-crisis-in-europe/